

réflexions du Can84 pour sortir de la schizophrénie et du crime atomique *

Méthodologie : la question du « pourquoi ? » avant celle du « comment ? »

Dans la vie personnelle comme dans la vie sociétale, si l'on veut un temps soit peu être en situation de lucidité et de choix permettant la mise en oeuvre d'actes conscients et adéquates il importe de définir une méthodologie, une démarche principielle.

Bien souvent l'échec et l'incompréhension proviennent d'une inversion de questionnement : la primauté du « comment ? » en lieu et place du « pourquoi ? », reléguant ainsi le fond derrière la forme.

Or, en agissant ainsi, on conforte l'idée (idéologie) dominante qui veut qu'aucune alternative n'existe, que les choses sont acquises et qu'il n'y a pas à revenir dessus, que seules les modalités sont discutables dans un cadre pré-défini. Les dés sont pipés. On fait consensus par défaut. Parfois (souvent) sans même s'en rendre compte pour les plus purs ou parfois par rouerie et autocratie pour les plus cyniques.

La confusion entre un pré-supposé (ex : « on est tous contre ceci ou contre cela ») qui n'est qu'une simple hypothèse parmi d'autres et le questionnement rigoureux du réel qui élabore un socle fondamental permettant d'aborder la seconde étape du « que faire ? » puis du « comment faire ? » produit toujours : confusion, conflit, découragement, inefficacité.

Notre proposition de « pourquoi ? »

Elle peut se résumer ainsi :

- le fonctionnement quotidien des installations nucléaires, même sans incident, rejette de la radioactivité dans l'environnement, nuisible à la santé des populations et des travailleurs, mortelle. Sans ces rejets destructeurs terrifiants le cycle atomique ne peut exister.
- l'existence de la mise en oeuvre du principe de destruction atomique procède d'une volonté délibérée de domination et d'oppression décidée par des individus identifiables (militaires, techno-scientiste, politiciens) et mise en oeuvre par des entités sociales (les entreprises atomiques telles en France le CEA, la DAM, Areva, EDF, l'appareil d'Etat...) et des individus identifiables (corps des mines, directions des dites-entreprises, cabinet ministériels, direction des administrations,...). Ce que nous nommons le lobby nucléaire.
- le fonctionnement quotidien des installations, les bombes atomiques et les essais nucléaires, les accidents et les déchets nucléaires ont contaminé et contaminent l'ensemble de la planète, ont détruit et continuent de détruire des vies, des territoires et des cultures
- un accident nucléaire majeur a des conséquences catastrophiques, irrémédiables d'échelle planétaire et inter-générationnel, sans commune mesure avec tout autre accident industriel ou production industrielle

- il n'y a pas de solution pour les déchets nucléaires, il faut arrêter d'en produire

C'est pourquoi nous qualifions de crime la volonté délibérée de contamination et de destruction de la vie et des territoires. C'est pourquoi il faut arrêter immédiatement le bras des criminels et de leurs relais. Ne pas le faire c'est accepter que le crime continue encore une minute, une heure, un jour, une semaine, un mois, un an, ... des siècles.

Une exigence de valeur éthique et humaniste

La raison d'être antinucléaire est de se préoccuper et d'agir en premier et unique lieu contre les ravages et dangers atomiques. Défendre nos vies et celles des générations futures. L'horreur est sur nos paillasons et la contamination transgénérationnelle de la planète est à l'oeuvre.

Si nous, habitants d'aujourd'hui et de ce monde, pouvons faire le choix d'exposer nos vies au prix de notre confort, pouvons décider de nous exposer aux accidents atomiques et mêmes aux bombes : la perversion ultime du choix des technologies de destruction atomique est le legs des poisons radioactifs qu'elles produisent, qui mutilent, déforment, handicapent et mutileront, déformeront, handicaperont nos descendants et toutes les espèces vivantes durant des générations et des générations.

Il n'est pas, il n'est plus possible en 2015 de temporiser pour continuer à dormir à côté du radiateur, de se consacrer aux grands soirs de la sociale, de jouer aux investisseurs à court et long terme dans le business de ENR pour se donner bonne conscience.

Tout ce qu'on peut souhaiter aujourd'hui c'est que les barres de combustibles soient ôtées de tous les réacteurs nucléaires en exploitation et que toutes les installations atomiques soient stoppées.

Nucléaire et Climat : des réalités et enjeux de niveaux différents

Il ne devrait pas y avoir d'opposition entre un arrêt immédiat du nucléaire avec les moyens de substitution dont on dispose actuellement (hydraulique, gaz, charbon, fioul, thermique solaire, éolien, bougie) et le développement d'une stratégie énergétique pour une société vivable à plus long terme. Ce sont là deux objectifs non contradictoires qui répondent à des préoccupations différentes* :

- **L'arrêt immédiat du nucléaire** est une réponse adéquate aux atteintes quotidiennes à notre vie et aux territoires, à l'augmentation des volumes de déchets radioactifs laissés à nos enfants et petits-enfants, à la démonstration terrible des conséquences d'une catastrophe atomique militaire et civile dont les 2 dernières continuent à produire leur œuvre de mort.

La quantité croissante de radionucléides produits ne va pas disparaître du jour au lendemain. Il y a une catastrophe nucléaire durable quotidienne en amont des catastrophes majeures en cours et probables à venir.

- **La maîtrise de l'énergie et du climat**, ou plutôt la réduction massive de notre consommation d'énergie, se préoccupe, elle, de promouvoir à plus long terme et à moyen terme si possible une société vivable.

Chaque sujet important mérite que des personnes s'y dédient avec attention et opiniâtreté.

Le Climat ? Convergence : le leurre

Les événements climatiques « exceptionnels » qui se multiplient accroissent la menace d'accidents nucléaires majeurs pour tous les réacteurs atomiques actuellement en service dans le monde et notamment en France.

Dans ce contexte on ne peut agréger tout à n'importe quoi, l'urgence immédiate et la stratégie de moyen et long terme. Ce qui équivaldrait à réduire la catastrophe nucléaire à une seule question politique ou technique et donc de faire preuve de complaisance vis à vis de la-dite catastrophe.

Prendre des luttes qui chacune séparée font sens pour en faire une bouillie informe, comme actuellement la mise en scène de la COP21 et le regroupement d'associations protestataires diverses et variées sous le vocable publicitaire de « Coalition Climat » façonnent, l'une et l'autre, l'étouffoir du crime nucléaire en cours.

Ces simulacres de « convergence » de bonne conscience à bon compte, où chacun tente de vendre sa « boutique » pourrissent la lutte antinucléaire en la dénaturant et en la diluant dans un vaste ensemble de luttes et thématiques diverses qui toutes, bien évidemment, sont... importantes.

Mais ces convergences desservent même les autres luttes qui se retrouvent otage de stratégies politiciennes qui, pourtant, ne marchent pas depuis vingt ans . Le « tous ensemble » de misères ne crée pas une dynamique de luttes spécifiques et édulcore, en les dé-hiérarchisant, les urgences et la priorité.

Car qui est aujourd'hui à même de faire aboutir une transition énergétique réelle ou de faire la révolution ? d'obtenir un marché européen protégé et la libération des chaînes de l'exploitation capitaliste ? de boire une eau du robinet sans produits d'extraction de gaz de schiste et de manger du miel bio ?... alors que les enfants de nos voisins et certainement déjà les nôtres ont choppé des maladies radio-induites cardiaques, thyroïdiennes, neuronales, quand les jeunes femmes multiplient les fausses-couches, quand les filles ou petites-filles portent déjà en elles l'enfantement de fœtus atrophiés et les jeunes garçons des cancers aux testicules et des semences inopérantes.

Responsables et coupables

Puisque notre civilisation consacre l'apogée des techniques de meurtre aveugle de masse, comme en témoignent Hiroshima et Nagasaki, puisqu'elle atteint les sommets de l'indifférence déshumanisée comme le démontrent les conséquences des catastrophes nucléaires de Tchernobyl et de Fukushima, dont les victimes sont toujours livrées à elles-mêmes : peut-être et sans doute méritons-nous nous-mêmes de succomber. Peut-être notre espèce elle-même, du fait de ses crimes et puisque le génocide nucléaire se poursuit, mérite-t-elle de disparaître.

Mais ce n'est pas seulement cette espèce humaine mais tous les êtres vivants que nous mutilons, massacrons et handicapons en produisant quotidiennement des poisons radioactifs. À mesure qu'ils se propagent et contaminent tout l'environnement planétaire, se réduisent les chances de préserver l'intégrité génétique de toutes les espèces aussi bien animales que végétales.

Les élites instruites (de droite, de gauche collaborationniste, de gauche alternative, d'extrême-droite,

environnementaliste) énoncent les unes et les autres, toutes les raisons pour justifier que ces productions de mutilation et de mort perdurent. Tous ces doctes techniciens y vont de leur plaidoirie pour le présent à oublier toutes les vies ruinées et gâchées d'avance par ces choix du présent au détriment total de la vie future.

L'ère atomique impose et nous lègue ses poisons, parmi lesquels, et non des moindres, l'égoïsme générationnel de l'espèce auto-proclamée maîtresse de toutes les autres et dont la tendance suicidaire se devrait d'emporter toutes les autres dans l'oubli.

Nous sommes aujourd'hui peu nombreux à refuser ce choix mortifère. Peut-être est-il déjà trop tard pour en empêcher les conséquences.

Mais nous n'accordons pas pour autant le droit aux instruits, aux élites techniciennes et politiques, de nous dicter d'agir en nous inspirant de ce monstrueux carpe diem. Nos vies sont aussi un héritage d'autres vies qui avant nous ont ménagé leur possibilité d'être.

On ne peut dire « c'est dangereux » et laisser continuer le crime.

Ne pas sombrer dans la schizophrénie

On nous accuse régulièrement d'être de ces insensés qui refusons d'entendre les raisons prétendument pragmatiques qui nous détaillent avec force arguments le réalisme de scénarios de sortie, le socialisme de marché, la sauce environnementaliste des énergies renouvelables et de l'auto-gestion énergétique, les chemins de la révolution.

Nous serions les intégristes écolos, les ayatollahs immédiatistes dont la finalité serait même, en luttant contre ce massacre généralisé atomique du vivant, de vouloir dynamiter l'opposition scientiste aux nucléocraties. Rien dans cette critique de notre position et cette attitude d'un quelconque humanisme mais bien un cynisme odieux.

Nous refusons de sombrer dans la schizophrénie dominante qui refuse de mettre un terme immédiat à un crime qu'elle perpétue alors qu'elle en reconnaît le danger.

Nous refusons d'être indifférents aux être vivants d'aujourd'hui et à venir qui ne nous ont jamais rien demandé et d'être ainsi des fous furieux adorateurs du confort bourgeois, et prêts à y sacrifier les chances résiduelles éventuelles du monde vivant.

Nous agissons pour l'arrêt immédiat des installations nucléaires dans le monde et en France car nous ne croyons non seulement pas à la probabilité de survie de la biosphère avec cette production en masse croissante des poisons radioactifs mais en voyons dès à présent et au jour le jour ses impacts et effets mortels et destructeurs.

Si, comme nous, vous estimez que l'espèce humaine mérite de survivre alors il ne peut y avoir qu'une voie : mettre un terme immédiat au crime que nous perpétons alors que nous en reconnaissons le danger et le massacre du vivant.

Et « comment ? » : On ne peut décemment pas demander aux criminels de cesser ou d'atténuer leur crime

Le constat du crime nucléaire perpétré par des personnes et entités identifiées est sans appel,

d'autant que celles-ci contrôlent aussi l'appareil d'Etat et le personnel politique professionnel.

On ne peut donc décemment pas demander aux criminels de cesser ou d'atténuer leur crime. On le combat. Sans fléchir, sans ergoter, sans introduire d'autres considérants et considérations que celle d'arrêter le bras criminel.

Il appartient à chaque individu, chaque regroupement qui établit ce constat et cette nécessité de déterminer les actes appropriés qui permettent l'arrêt immédiat des installations de mort. C'est dans l'action que les principes et positions s'incarnent et prennent sens. C'est là, dans la clarté et l'adéquation des pensées et des actes, que la conscience peut rencontrer l'approbation d'autrui enfin sortie du « syndrome de Stockholm ».

Etre « tous ensemble » n'est pas le présupposé nécessaire à l'acte de Résistance il en est l'aboutissement possible mais non déterminant. L'Histoire nous enseigne d'ailleurs que ce sont des « minorités » agissantes qui permettent les transformations auxquelles viennent se greffer, dans un second temps, un plus grand nombre.

La question du regroupement ou de la coordination ne se pose que dès lors qu'il y a des individus et des collectifs antinucléaires qui se reconnaissent dans le même constat, la même nécessité et qui agissent concrètement sur le terrain en réponse au crime.

Les enseignements des expériences historiques de luttes et stratégies antinucléaires

Les échecs d'implantation de centrales nucléaires par le pouvoir et le lobby nucléaire ont été enregistrés lorsque l'opposition nucléaire a été frontale (voir ci-bas le « rappel historique). Seule l'arrêt de SuperPhénix a été décidé par un gouvernement dans le cadre d'engagements d'alliances électorales.

Quelques soient les orientations politiques des gouvernements, y compris avec participation d'un parti « écologiste » : le programme nucléaire s'est développé et aggravé.

Le regroupement d'organisations et entités disparates, pour faire nombre, autour d'un mot d'ordre de demande au pouvoir politique de prendre « une décision de sortie du nucléaire » n'a pas, au terme de 18 années, atteint son objectif pourtant peu vindicatif et très institutionnel.

Expériences et bilan du CAN84 : avancées et échec

Le Collectif Antinucléaire de Vaucluse (CAN84) s'est créé à partir du constat négatif établi par plusieurs militants antinucléaires issus de Greenpeace, du RSN, d'associations et partis politiques. Il reposait sur l'échec patent à contrer le lobby nucléaire des regroupements disparates unitaires, des organisations centralisées reproduisant le modèle de délégation de pouvoir, les unes et les autres s'inscrivant dans le « jeu démocratique » et la mise en scène médiatique et consumériste de leur « boutique ». Autant de types d'organisation qui conduisaient à édulcorer la réalité du crime nucléaire afin de ne pas heurter une opinion publique supposée non-capable de comprendre l'enjeu fondamental de l'atomisme, et de faire vivre et perdurer son orga.

La non-organisation structurelle du CAN84 en association ou groupe formel a donc été décidée afin de dépasser la posture du discours conduisant à la reproduction du modèle dominant et ainsi expérimenter et faire vivre la capacité de réflexion et d'initiative individuelle sans chercher à obtenir une majorité favorable à telle ou telle proposition mais à démultiplier les actions concomitantes

contre l'ennemi. Toute proposition étant légitime à conduire dès lors qu'elle s'inscrit dans l'objectif commun de l'arrêt immédiat, inconditionnel et définitif du nucléaire. Le principe simple : un-e proposant qui agrège autour de lui-elle ceux-celles qui se sentent en affinité avec l'idée et la réalisation de l'action. Au même moment une autre idée/réalisation peut être à l'oeuvre.

Ces 5 dernières années le CAN84 a ainsi mené près de 400 actions en direction de 6 « cibles » identifiées comme forces de maintien de l'ordre nucléariste dominant mortel à ébranler et mettre en échec :

- le lobby nucléaire et ses installations
- la population
- les élus de tous niveaux délégataires
- les médias
- les salarié-es du nucléaire et leurs élus syndicaux
- le corps médical

Il s'est agi de développer une stratégie d'agit-prop et de harcèlement de terrain visant à briser l'omerta et le consensus pro-nucléaire, à ébranler et déstabiliser la collusion politiciens-élus-médias-lobby-salariés du nuk, à replacer au centre de la réflexion militante et des populations le crime quotidien nucléaire et la seule attitude cohérente possible face à cette barbarie : agir pour le stopper immédiatement sans aucun atermolement. A obtenir avec d'autres forces la fin du crime.

Bilan quantitatif

12 000 personnes rencontrées sur le terrain dans 12 villes et villages à l'occasion de 4 marches antinucléaires reliant les principaux sites nucléaires de la région (Marcoule, Cadarache, Tricastin, Cruas), 6 000 salarié-es du nucléaires contactés/rencontrés sur leurs lieux de travail, 250 communiqués de presse adressés à chaque fois à 400 médias/journalistes, 500 articles dans la presse et interviews et émissions radio ou télé grand-public parlant de nous (FR3, France-Bleu, presse régionale), 10 émissions ponctuelles sur des radios « amies », une pétition exigeant la fermeture du Tricastin signées par 8000 personnes et remise au Conseil général pour qu'il adopte un vœux en ce sens, 51 maires vauclusiens et conseils municipaux informés à 5 reprises par dossiers argumentant pour l'arrêt immédiat du crime sanitaire atomique, 200 demandes d'entrevues et propositions de rencontre auprès des maires et des élus syndicaux et du personnel des entreprises nucléaires, 8 actions de blocage ou d'occupation du Conseil Général de Vaucluse et d'occupation du Pont d'Avignon et du palais des papes, 300 listes de candidats aux élections locales et départementales interpellées et sommées de se positionner, 1200 créations de flyers anti-nucléaires mis à disposition des militants et de la population, co-création d'un site internet avec à ce jour près de 300 articles et 1 500 000 pages vues/an (France, Suisse, Etat-Unis, Canada, Biélorussie, Chine, Japon, Ukraine, Turquie, Angleterre, Belgique, Allemagne,...) et 8000 abonnés à la newsletter mensuelle, 40 actions devant les sites nucléaires, 300 médecins interpellés par lettre, 50 actions devant les mairies, 10 animations de rue et soutien à Théâtre, 15 interventions-surprises lors de meeting ou universités d'été de partis politiques, co-création d'un collectif unitaire « Stop-Tricastin », 15 rassemblements commémoratifs (catastrophes nucléaires), et quelques autres broutilles...

Bilan qualitatif . Il peut se résumer en un mot : l'échec

Le lobby nucléaire a poursuivi son oeuvre de mort quotidienne et son développement de projets mortels et d'implantation dans la région (ITER, Astrid, Melox, Georges Besse II,...) et ailleurs sans véritable opposition ni résistance.

. même si en Vaucluse ce ne sont plus les antinucléaires de collaboration/accompagnement qui sont la ressource informative et que le CAN84 est identifié par la population, les médias, les élus comme

la seule force antinucléaire départementale dont l'arrêt immédiat du crime nucléaire est l'idée-force de référence.

. même si, parmi les travailleurs du nucléaires un certains nombre se déclare à présent contre la poursuite du nucléaire (notamment des jeunes) ce qui n'est toujours pas le cas des syndicats et élus du personnel.

. même si, dans la population, un plus grand nombre de personnes manifestent leur sympathie et accord avec nos positions et combats. Pour autant ils ne passent pas à l'acte, ne s'impliquent pas plus.

. même si Areva nous traîne en justice pour avoir dénoncé ses crimes et ainsi valide, a-contrario, la justesse de nos propos et de notre raison d'être,

. les « élites » (professionnels de la politiques tous partis confondus, médecins, administrations supérieures) demeurent dans le déni du danger/crime quotidien et arc-boutées sur leurs schémas erronés idéologiques : grandeur et indépendance de la France, industrie de pointe et maîtrise de l'outil, et « au mieux » développement progressif des ENR avec maintien du nucléaire pendant des décennies encore.

Auto-critique : Où avons-nous faillit ?

. nous partions de loin :

- 50 ans de propagandes officielles pro-nucléaire, 30 ans de stratégie antinucléaire d'accompagnement et d'institutionnalisation des formes /organisations d'opposition avec un double-langage suicidaire schizophrène (c'est dangereux mais on continue encore).
- Un engramme consumériste et de renoncement à l'engagement devenu un fait sociologique. Même si la catastrophe nucléaire pérenne de Tchernobyl avait semé le doute (risque réel et mensonge gouvernemental) et si la catastrophe nucléaire de Fukushima avait émotionnellement renforcé la peur et la nécessité de mieux contrôler tout cela, voir d'en sortir.

Le CAN84 est resté dans des formes légalistes d'intervention même si toutes nos actions de terrain se sont refusées à demander une quelconque autorisation des institutions préfectorales et autres que ce soit pour les marches, pour les manifestations et rassemblements et, à plus forte raison, pour les occupations de bâtiments et d'assemblées. Nous avons expérimenté là que, en dépassant nos propres peurs limitantes, il était possible d'agir et de passer à l'acte. Même si nous avons refusé de nous institutionnaliser et de courir après les « donateurs »

Au vu de l'absence de résultats de la stratégie d'accompagnement et d'édulcoration des grandes ONG environnementalistes, fédération fourre-tout et partis écologistes et au vu de l'absence de résultat de notre stratégie malgré un mot d'ordre clair : le lobby n'a pas reculé et le crime nucléaire se perpétue. D'autres modalités d'implication et d'actions s'imposent de fait. A chacun-e de les définir là où il-elle se trouve.

Quels moyens et pourquoi ?

Les moyens (matériels/financiers) pouvant exister à ce jour en provenance de « soutiens » extérieurs à la lutte sont liés au fait que les objectifs sont consensuels à-minima et pas dérangeants (une demande de sortie du nucléaire adressée aux gouvernants). Gageons que la clarification du réel (le crime sanitaire quotidien atomique) et de la seule attitude rationnelle possible face au crime (la mise à l'arrêt immédiat de toutes les installations) conduira au repli des « bonnes âmes » individuelles et collectives, trop effrayées par une telle perspective d'atteinte à l'ordre établi et au green-washing-bizness.

Toujours est-il que des listes d'adhérents et donateurs existent actuellement et ne peuvent plus être utilisées à des fins de maintien du nucléaire. Elles se doivent d'être remises aux individus et collectifs agissants sur le terrain qui sont les mieux à même de connaître leurs besoins dans la réalisation de l'arrêt immédiat du nucléaire. Par département et/ou région c'est le seul moyen de les associer/impliquer dans la lutte de terrain et de solliciter leurs avis/positionnements.

Les moyens financiers qu'ils allouent et alloueraient encore éventuellement se doivent, avec leur accord, d'être reliés directement à une action précise et ne pas être un fond de trésorerie permanent sous peine de encore « professionnaliser » et instaurer une gestion commerciale de la lutte.

Notons au passage que le type de soutien financier « permanent » et découplé d'une action précise conduit à une double antinomie : pour le donateur cela revient à déléguer son pouvoir d'action/intervention à d'autres qui seraient des spécialistes ou des chargés-es de luttes (délégation de pouvoir de fait et bonne-conscience financiarisée) et pour les antinucléaires de terrain à devenir les professionnels de choix stratégiques et gestionnaires de fond à l'image de n'importe quelle structure sociétale décalquée sur le modèle dominant.

Toutefois, dès lors que les modalités de lutte sont revisitées pour se dégager des formes qui ont fait la preuve de leur inefficacité contre le crime nucléaire, la question des moyens matériels (listing et donateurs) ne se pose plus du tout.

** issues de l'expérience de terrain contre le lobby nucléaire et ses relais, d'échanges informels avec la population et autres propos d'antinucleaires*

Appel de note :

Rappel des expériences historiques de luttes et stratégies antinucléaires en France

Depuis le début du programme nucléaire français militaire puis civil, plusieurs coordinations nationales antinucléaires ont vu le jour. Elles ont souvent été éphémères et de circonstance, comme pour le rassemblement de Bugey en 1971, ou de plus longue durée, comme la Coordination Nationale Antinucléaire (CNAN) de 1976 à 1984. La CNAN est dissoute après le camp de la paix de 4 000 antinucléaires et antimilitaristes à Malville.

Ce qu'on nomme (à tort) le mouvement antinucléaire est né après la Seconde Guerre mondiale, en réponse aux bombardements atomiques états-uniens de Hiroshima et Nagasaki. Le symbole en est la colombe de la Paix et, en France, est créé le 22 avril 1948, les « Combattants de la Liberté » qui deviendront en 1951 le Mouvement de la Paix issu de la Résistance. Le mouvement antinucléaire est alors un mouvement pacifiste, pour lequel les considérations écologiques sont absentes ou très secondaires.

C'est dans le prologue des aspirations libertaires des années 68-70 qu'à lieu le 12 avril 1971 la première manifestation contre le nucléaire civil en France, 1,500 personnes participent à la marche sur Fessenheim organisée par le Comité pour la Sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin. Les 10 et 11 juillet 1971 : c'est la marche pacifique face à la centrale nucléaire du Bugey qui réunit 15 000 à 20 000 personnes.

Dans les années 74, après que le gouvernement gaulliste de Pierre Mesmer ait annoncé – sans débat ni consultation - le projet nucléaire de Sur-générateur et que 2 ans plus tard, sous Giscard d'Estaing, le gouvernement Jacques Chirac décide de construire Superphénix sur le site de Malville,

l'opposition antinucléaire est jeune et imprégnée des révoltes de mai-juin 1968 et de la volonté de mettre à bas ce système politique autocratique (« société nucléaire=société policière »).

En cette période les luttes sont frontales et recourent tous les secteurs : étudiants et lycéens contre les réformes, agriculteurs et antimilitaristes contre l'extension du camp militaire au Larzac, dans tout le pays contre la bombe atomique (le 15 septembre 74 est le dernier essais nucléaires français dans l'atmosphère mais vont continuer sous terre/mer), contre les projets d'implantation d'un parc de réacteurs nucléaires dans les régions,... Le 30 décembre 1975 le Commissariat à l'Energie Atomique rachète 30 % des actions de Framatome détenue par l'américain Westinghouse et détenteur de la technologie des réacteurs nucléaires à eau pressurisée, pour le prix de 1 200 tonnes d'uranium d'une valeur de 25 millions de US dollars.

En février 1975 c'est l'Appel des 400 scientifiques opposés au programme nucléaire français et la création du Groupement des Scientifiques pour l'Information sur l'Énergie Nucléaire (GSIEN) par des physiciens à l'origine de cette mobilisation. Le 30 mars 1975 un rassemblement de 15 000 personnes s'oppose à Erdeven (Morbihan) à la création d'une centrale nucléaire. Le projet est abandonné en novembre.

En juillet 1976, lors du démarrage du chantier, de Super-Phénix les premières manifestations réunissent près de 20 000 personnes soutenue par des militants du PSU, de l'Organisation communiste des travailleurs (OCT) et de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). Une radio pirate (Radio Active) et des journaux (La Gueule Ouverte, Charly Hebdo) en sont les relais.

Un an plus tard, le dimanche 31 juillet 1977, lors d'une « marche pacifique offensive », 90 000 manifestants français, suisses, allemands marchent sur Creys-Maleville en Isère contre le Sur-générateur Phénix à l'appel notamment du Comité Malville de Grenoble et de la coordination des comités Malville soutenue par Greenpeace, les Amis de la Terre, la FRAPNA.

La répression d'Etat est sanglante. Les CRS tirent et tuent. Une centaine de manifestants sont blessés, dont deux mutilés : Michel Grandjean (qui perd un pied) et Manfred Schultz (qui perd une main), Vital Michalon (professeur de physique âgé de 31 ans venu de Die dans la Drôme) est tué, les poumons éclatés par la déflagration d'une grenade offensive. Le choc est rude pour les antinucléaires peu soutenus par la grande masse de la population.

Dans les années 1980, l'opposition à l'énergie nucléaire s'exprime sur des bases environnementales : pollution de l'eau des fleuves et rivières, accidents de réacteur nucléaire connus ou potentiels, fuites de produits radioactifs pendant des livraisons, stockage ou traitement des déchets radioactifs à long terme. Entre 1978 et 1981 le projet d'installation d'une centrale nucléaire sur la commune de Plogoff, en Bretagne conduit à une mobilisation populaire contre lui. Là encore une radio libre - Radio Plogoff - commence à émettre. Les manifestations, souvent frontales et sans demi-teintes, (50 000 personnes manifestent à l'occasion de la clôture de l'enquête d'utilité publique. Le 24 mai 1980 100 à 150 000 manifestants fêtent la fin de la procédure) des émeutes et affrontements avec les CRS aboutissent à l'abandon du projet nucléaire. Pour l'une des premières fois, les habitants d'une petite commune et les antinucléaires ont réussi à faire plier un projet d'aménagement "d'intérêt général" porté par l'État.

En parallèle à cette action, des manifestations ont lieu au Pellerin, près de Nantes, où une autre centrale nucléaire était prévue. Celle-ci sera abandonnée en 1983 avant d'être remplacée par un autre projet, la centrale nucléaire du Carnet, lui aussi abandonné en 1997.

Mais entre 1980-1982 malgré une opposition déterminée, la répression du mouvement conduit à la réalisation du projet de centrale nucléaire de Chooz-B par le gouvernement socialiste nouvellement

élu.

C'est le début d'un repositionnement de la lutte antinucléaire sur des questions environnementalistes et l'émergence d'un attentisme liées aux espérances de l'entrée de ministres Verts au gouvernement. Mais ce sera sous les gouvernements socialistes et sous le président socialiste François Mitterrand que sera mis en service (relié au réseau) le plus grand nombre de réacteurs nucléaires en France. Le 9 avril 1994, une marche Malville-Matignon contre Superphénix réunit les Européens contre Superphénix, le Comité Malville, Contratom (Suisse)⁴, la FRAPNA, Greenpeace, le GSIEN et WWF et plus de 250 associations de France, de Suisse, d'Italie et d'Allemagne.

La première assemblée générale de coordination nationale antinucléaire se déroule à Agen en 1997 et rédige la charte du réseau Sortir du nucléaire. Sont présents à cette assemblée une trentaine de personnes représentant notamment la Coordination nationale des collectifs contre l'enfouissement des déchets radioactifs, Greenpeace, le Comité Malville, Stop Golfech, les Amis de la Terre, le comité Stop Civaux, la FRAPNA, Les Verts, la LCR. La charte repose sur la phrase : « Nous voulons une décision immédiate de sortie du nucléaire ». Le « Comité Stop Nogent » refuse de signer cette charte qui n'appelle pas à une sortie immédiate du nucléaire, et ne rejoint donc pas ce Réseau.

11 ans après la catastrophe nucléaire de Tchernobyl d'avril 86, est donc fondé le « Réseau Sortir du Nucléaire » qui regroupe des syndicats et partis politiques, des magasins bio et associations diverses, des grandes ONG, des entreprises ou commerçants du secteur des énergies renouvelables ou de l'agriculture biologique aux côtés de groupes spécifiquement antinucléaires.

En 2008, le Réseau Sortir du nucléaire obtient une note de transparence de 2 sur 5 dans le baromètre de la transparence des ONG réalisé par la Fondation Prometheus.